













CAHIER DES CLAUSES ADMINISTRATIVES PARTICULIÈRES

ACCORD-CADRE DE FOURNITURES COURANTES ET DE SERVICES

ACCORD-CADRE POUR LA MAINTENANCE PREVENTIVE ET CURATIVE DES INSTALLATIONS DE PRODUCTION DE FROID POUR LA CMA FORMATION LAGORD (17)

Chambre de Métiers et de l'Artisanat de Région Nouvelle-Aquitaine
Service Marchés Publics
46 Rue Général de Larminat
33000 Bordeaux

L'ESSENTIEL DU CONTRAT

	Objet	ACCORD-CADRE POUR LA MAINTENANCE PREVENTIVE ET CURATIVE DES INSTALLATIONS DE PRODUCTION DE FROID POUR LA CMA FORMATION LAGORD (17)
	Type de contrat	Accord-cadre
	Tranches optionnelles	Sans tranches optionnelles
	Clauses sociales	Sans
	Clauses environnementales	Sans
	Durée / Délai	12 mois pour la période initial reconductible 3 fois pour la même période
	Reconduction	Avec
	Prix	Défini par prestation
	Variation des prix	Avec
	Avance	Avec

SOMMAIRE

1 - Dispositions générales du contrat	4
1.1 - Objet du contrat	4
1.2 - Décomposition du contrat	4
1.3 - Type d'accord-cadre	4
1.4 - Conditions d'attribution des bons de commande	4
1.5 - Réalisation de prestations similaires	5
2 - Intervenants	5
2.1 - Cotraitance	Erreur ! Signet non défini.
3 - Durée et délais d'exécution.....	5
3.1 - Durée du contrat.....	5
3.2 - Reconduction	5
4 - Prix	6
4.1 - Caractéristiques des prix pratiqués	6
4.2 - Modalités de variation des prix	7
5 - Garanties Financières	7
6 - Avance	7
6.1 - Conditions de versement et de remboursement	7
6.2 - Garanties financières de l'avance	8
7 - Modalités de règlement des comptes	8
7.1 - Délai global de paiement	8
7.2 - Paiement des cotraitants	8
7.3 - Paiement des sous-traitants	8
8 - Conditions d'exécution des prestations	9
9 - Développement durable.....	11
10 - Résiliation du contrat	12
10.1 - Conditions de résiliation de l'accord-cadre	12
10.2 - Redressement ou liquidation judiciaire	12
11 - Règlement des litiges et langues	13
12 - Dérogations	13

1 - Dispositions générales du contrat

1.1 - Objet du contrat

Les stipulations du présent Cahier des clauses administratives particulières (CCAP) concernent :
ACCORD-CADRE POUR LA MAINTENANCE PREVENTIVE ET CURATIVE DES INSTALLATIONS DE PRODUCTION DE FROID POUR LA CMA FORMATION LAGORD (17)

Le présent marché a pour objet la maintenance préventive et curative pour les installations de production de froid pour la CMA Formation de Lagord (17)

Cet accord-cadre « composite » fixe toutes les conditions d'exécution des prestations. Il correspond pour partie à un marché ordinaire et pour partie à un accord-cadre mixte (bons de commande et marchés subséquents).

La partie « marché ordinaire » concerne les prestations suivantes : Maintenance préventive des installations.

La maintenance préventive consiste en une intervention périodique sur chaque équipement visant à l'entretien général des équipements. Elle correspond à la révision, la réfection, le remplacement, le nettoyage et la mise aux normes du matériel notamment afin de maintenir la fonctionnalité des équipements de manière permanente, durable et conforme aux normes de sécurité.

La partie « accord-cadre mixtes (bons de commande et marchés subséquents) » concerne les prestations suivantes : Maintenance curative. Une partie des conditions d'exécution des prestations seront fixé par les marchés subséquents.

La maintenance curative consiste en un rétablissement des fonctionnalités d'un équipement de manière permanente et durable. Il peut s'agir d'une réparation, modification ou amélioration visant à supprimer la cause d'une panne ou d'un dysfonctionnement constaté.

Lieu(x) d'exécution :

CMA Formation de Lagord sis Parc Atlantech « bas carbone », 9 Rue René Dumont 17140 Lagord

1.2 - Décomposition du contrat

Il n'est pas prévu de décomposition en lots.

L'accord-cadre est attribué à un seul opérateur économique.

1.3 - Type d'accord-cadre

Le présent contrat est un accord-cadre « composite » comprenant une partie traitée sous la forme d'un marché ordinaire et une partie traitée sous la forme d'un accord-cadre mixte.

La partie « accord-cadre mixte » correspond à un accord-cadre avec maximum, passé en application du Code de la commande publique, et qui s'exécute au fur et à mesure de l'émission de bons de commande et des marchés subséquents.

Le montant maximum annuel pour la partie mite est de 50 000 € HT

1.4 - Conditions d'attribution des bons de commande

Pour la partie « accord-cadre à bons de commande », les bons de commande sont notifiés par le pouvoir adjudicateur au fur et à mesure des besoins.

Les bons de commande seront notifiés par le pouvoir adjudicateur.

Chaque bon de commande comporte notamment les mentions suivantes :

- La nature, la description et la quantité des prestations à réaliser ;
- La référence des matériels ou des prestations commandés ;
- Le prix unitaire H.T de chacun des matériels/ prestations ;

- Les coordonnées du titulaire (nom, raison sociale et adresse) ;
- La date et le numéro de l'accord cadre ;
- La date et le numéro du bon de commande ;
- Les délais laissés le cas échéant aux titulaires pour formuler leurs observations ;
- Les délais d'exécution (date de début et de fin) ;
- Les lieux d'exécution des prestations/ livraison ;
- Le montant du bon de commande ;

1.5 - Réalisation de prestations similaires

Le pouvoir adjudicateur pourra confier au titulaire de l'accord-cadre, en application des articles L. 2122-1 et R. 2122-7 du Code de la commande publique, un ou plusieurs nouveaux accords-cadres ayant pour objet la réalisation de prestations similaires.

La durée pendant laquelle un nouvel accord-cadre pourra être conclu ne peut dépasser 3 ans à compter de la notification du présent accord-cadre.

2 - Pièces contractuelles

Par dérogation à l'article 4.1 du CCAG-FCS, les pièces contractuelles de l'accord-cadre sont les suivantes et, en cas de contradiction entre leurs stipulations, prévalent dans cet ordre de priorité :

- L'acte d'engagement (AE) et ses annexes financières
- La décomposition du prix global forfaitaire (DPGF)
- Le bordereau des prix unitaires (BPU)
- Le cahier des clauses administratives particulières (CCAP)
- Le cahier des clauses techniques particulières (CCTP) et ses annexes
- Le cahier des clauses administratives générales (CCAG) applicables aux marchés publics de fournitures courantes et de services, approuvé par l'arrêté du 30 mars 2021
- Le mémoire technique
- Les actes spéciaux de sous-traitance et leurs éventuels actes modificatifs, postérieurs à la notification du marché
- Les marchés subséquents passés lors de l'exécution.

(*) Ces documents sont des documents généraux que le titulaire peut se procurer sur le site internet de la Direction des Affaires Juridiques du Ministère chargé de l'économie.

3 - Durée et délais d'exécution

3.1 - Durée du contrat

L'accord-cadre est conclu pour une période initiale de 12 mois.

L'exécution des prestations débute à compter de la date de notification du contrat.

Pour la partie « marché ordinaire », l'exécution des prestations débute à compter de la date de notification du contrat, valant ordre de commencer les prestations.

Pour la partie « accord-cadre à bons de commande », les délais d'exécution ou de livraison des prestations sont fixés à chaque bon de commande conformément aux stipulations des pièces de l'accord-cadre.

3.2 - Reconduction

L'accord-cadre est reconduit tacitement jusqu'à son terme. Le nombre de périodes de reconduction est fixé à 3. La durée de chaque période de reconduction est de 12 mois. La durée maximale du contrat, toutes périodes confondues, est de 48 mois.

La reconduction est considérée comme acceptée si aucune décision écrite contraire n'est prise par le pouvoir adjudicateur au moins 3 mois avant la fin de la durée de validité de l'accord-cadre. Le titulaire ne peut pas refuser la reconduction.

3.3 - Délai d'exécution

Nature des prestations	Délais execution
Transmission du planning des interventions de la maintenance préventive	Un (1) mois à compter de la date anniversaire ou du début de la nouvelle période. Le pouvoir adjudicateur donnera son accord dans un délais de quinze (15) jours à compter de la réception du calendrier.
Intervention maintenance préventive	Selon le calendrier établi par le titulaire et le pouvoir adjudicateur
Report ou modification d'une maintenance préventive	Le pouvoir adjudicateur est prévenue 48heures minimums avant la date d'intervention initialement prévue. La nouvelle date est convenue entre les deux parties.
Intervention de maintenance curative programmée	Délai mentionné dans le bon de commande correspondant à compter de la date de notification dudit bon de Commande
Transmission d'un rapport d'intervention	Cinq (5) jours à compter de la fin de l'intervention considérée
Transmission d'un rapport annuel	Deux (2) mois à compter de la date anniversaire du marché
Intervention de maintenance curative urgente	Le délai d'intervention est celui renseigné par le titulaire lors de l'appel du représentant de l'acheteur. En tout état de cause il est de 24h maximum à compter de l'appel du représentant du pouvoir adjudicateur
Intervention de maintenance curative programmée	Délai mentionné dans le marché subséquent Le délai court à compter de la date de notification du marché subséquent sauf dispositions spécifiques prévues dans le marché subséquent.
Transmission d'un rapport d'intervention	Cinq (5) jours à compter de la fin de l'intervention considérée
Transmission d'un rapport annuel	Deux (2) mois à compter de la date anniversaire du marché
Réponse à un marché subséquent	Délai fixé dans la transmission de demande d'offre pour un marché subséquent. Le délai est à minima de 5 jours ouvrés.

4 - Prix

4.1 - Caractéristiques des prix pratiqués

Les prestations sont réglées selon les stipulations de l'acte d'engagement par application :

- de prix forfaitaire(s) pour la partie « marché ordinaire » ;
- de prix unitaires pour la partie « accord-cadre à bons de commande ».

La maintenance préventive sera traitée par un prix global et forfaitaire correspondant au montant total de la décomposition du prix global et forfaitaire (annexe 1 - description du matériel valant également DPGF).

La maintenance curative sera traitée à prix unitaires. Le bordereaux des prix unitaires fixe les coûts d'interventions (urgence, intervention programmée, diagnostics, etc...). Les couts des matériaux et pièces de remplacement feront l'objet d'un devis par le titulaire. Le devis accepté par le représentant du pouvoir adjudicateur vaudra marché subséquent.

4.2 - Modalités de variation des prix

Les prix de l'accord-cadre sont réputés établis sur la base des conditions économiques du mois de remise des offres ; ce mois est appelé " mois zéro ".

Le prix forfaitaire de la partie ordinaire ainsi que les prix du BPU est révisé annuellement à la date anniversaire du marché correspondant à la date de notification du marché.

Le prix révisé est calculé par l'application au prix du marché d'un coefficient de révision CR résultant de la variation des index définis ci-dessous.

$$P_n = P_0 * C_n$$

$$C = I_n / I_0$$

Dans lequel :

P_n est le prix de l'année

P_0 est le prix initial du contrat au Mois « 0 »

C = Coefficient de révision

C_n est le coefficient de révision des prix de l'année

I_n correspond au dernier indice définitif connu à la date de révision pour l'indice ICHT-IME : indice du coût horaire du travail tous salariés dans les industries mécaniques et électriques - identifiant 001565183.

I_0 correspond au dernier indice définitif connu à la date du Mois 0 correspondant à la date limite de remise de la dernière offre du titulaire pour l'indice ICHT-IME : indice du coût horaire du travail tous salariés dans les industries mécaniques et électriques - identifiant 001565183.

L'index de référence, publié(s) au Moniteur des Travaux Publics ou par l'INSEE, est l'index ING « Index divers dans la construction - Ingénierie - Base 2010 ».

Le coefficient (CA) est arrondi au millième de la manière suivante :

- si la 4ème décimale est inférieure à 5, le millième est inchangé,
- si la 4ème décimale est supérieure ou égale à 5, le millième est augmenté d'une unité

Les prix du marché, après application du coefficient, seront arrondis de la manière suivante :

- si la 3ème décimale est inférieure à 5, le centième est inchangé,
- si la 3ème décimale est supérieure ou égale à 5, le centième est augmenté d'une unité

Le titulaire du marché devra envoyer dans les 15 jours précédant la nouvelle période d'application de la révision du forfait de maintenance préventive et du BPU, le détail de son calcul du coefficient C_n avec les justificatifs afférents pour le calcul de la formule, à l'adresse cmr-marches@cma-nouvelleaquitaine.fr

En cas d'erreur de calcul sur le coefficient transmis par le titulaire, l'acheteur donnera un délai de 5 jours au titulaire pour corriger ces éléments.

Il appartiendra au titulaire de calculer la variation des prix et d'indiquer sur sa facture son coefficient C_n et le montant de la variation des prix, faute de quoi la facture sera rejetée.

5 - Garanties Financières

Aucune clause de garantie financière ne sera appliquée.

6 - Avance

L'option retenue pour le calcul de l'avance est l'option A du CCAG - Fournitures Courantes et Services.

6.1 - Conditions de versement et de remboursement

Sauf indication contraire dans l'acte d'engagement, une avance est accordée au titulaire dans les conditions suivantes :

- pour la partie « marché ordinaire », lorsque le montant initial de cette partie est supérieur à 50.000 € HT et dans la mesure où le délai d'exécution est supérieur à 2 mois ;

- pour la partie « accord-cadre à bons de commande », pour chaque bon de commande d'un montant supérieur à 50.000 € HT et dans la mesure où le délai d'exécution est supérieur à 2 mois.

Le montant de l'avance est fixé à :

- 5,00 % du montant initial, toutes taxes comprises, de la partie « marché ordinaire », si sa durée est inférieure ou égale à douze mois ; si cette durée est supérieure à douze mois, l'avance est égale à 5,00 % d'une somme égale à douze fois le montant mentionné ci-dessus divisé par cette durée exprimée en mois.
- 5,00 % du montant du bon de commande émis dans le cadre de la partie « accord-cadre à bons de commande » si la durée de son exécution est inférieure ou égale à douze mois ; si cette durée est supérieure à douze mois, l'avance est égale à 5,00 % d'une somme égale à douze fois le montant du bon de commande divisé par cette durée exprimée en mois.

Le montant de l'avance ne peut être affecté par la mise en œuvre d'une clause de variation de prix.

Ce taux est fixé à 30,00 % lorsque le titulaire du marché public est une petite et moyenne entreprise mentionnée à l'article R. 2151-13 du Code de la commande publique.

Le remboursement de l'avance commence lorsque le montant des prestations exécutées par le titulaire atteint ou dépasse 65,00 % du montant toutes taxes comprises de la partie « marché ordinaire », ou 65,00 % du montant du bon de commande émis dans le cadre de la partie « accord-cadre à bons de commande ». Il doit être terminé lorsque ledit montant atteint 80,00 %.

En cas de groupement d'opérateurs économiques, la part de l'avance est rapportée au montant des prestations individualisées par membre, et le taux de l'avance est déterminé au regard de la taille d'entreprise de chacun des membres. A défaut, l'avance est versée sur le compte du groupement ou du mandataire qui aura la charge de la répartir entre les membres du groupement.

Une avance peut être versée, sur leur demande, aux sous-traitants bénéficiaires du paiement direct suivant les mêmes dispositions que celles applicables au titulaire de l'accord-cadre, avec les particularités détaillées aux articles R. 2191-6, R. 2193-10 et R. 2193-17 à R. 2193-21 du Code de la commande publique.

6.2 - Garanties financières de l'avance

Aucune garantie financière ne sera demandée au titulaire pour le versement de l'avance.

7 - Modalités de règlement des comptes

7.1 - Délai global de paiement

Les sommes dues au(x) titulaire(s) seront payées dans un délai global de 30 jours à compter de la date de réception des demandes de paiement.

En cas de retard de paiement, le titulaire a droit au versement d'intérêts moratoires, ainsi qu'à une indemnité forfaitaire pour frais de recouvrement d'un montant de 40 €. Le taux des intérêts moratoires est égal au taux d'intérêt appliqué par la Banque centrale européenne à ses opérations principales de refinancement les plus récentes, en vigueur au premier jour du semestre de l'année civile au cours duquel les intérêts moratoires ont commencé à courir, majoré de huit points de pourcentage.

7.2 - Paiement des cotraitants

En cas de groupement conjoint, chaque membre du groupement perçoit directement les sommes se rapportant à l'exécution de ses propres prestations. En cas de groupement solidaire, le paiement est effectué sur un compte unique, ouvert au nom du mandataire, sauf stipulation contraire prévue à l'acte d'engagement.

Les autres dispositions relatives à la cotraitance s'appliquent selon l'article 12.1 du CCAG-FCS.

7.3 - Paiement des sous-traitants

Le sous-traitant adresse sa demande de paiement libellée au nom du pouvoir adjudicateur, dans les conditions des articles L. 2193-10 à L. 2193-14 et R. 2193-10 à R. 2193-16 du Code de la commande

publique. Conformément à la réglementation, sans validation du titulaire sous un délai de 15 jours, la demande de paiement est considérée comme validée.

8 - Conditions d'exécution des prestations

Les prestations devront être conformes aux stipulations du contrat (les normes et spécifications techniques applicables étant celles en vigueur à la date du contrat). La partie « accord-cadre à bons de commande » du contrat s'exécute au moyen de bons de commande dont le délai d'exécution commence à courir à compter de la date de notification du bon, ou à la date indiquée par celui-ci le cas échéant.

8.1 - Rapport d'activité et d'intervention

RAPPORT ANNUEL :

A l'issue de chaque période d'exécution, le titulaire remet un rapport d'activité annuel. Le rapport d'activité annuel est remis au plus tard 15 jours après le démarrage de la période d'activité suivante ou la date de fin du contrat pour la dernière période d'activité.

Le rapport annuel recense toutes les prestations effectuées dans l'année écoulée. Il doit permettre le contrôle et l'analyse des prestations effectivement réalisées, suivre l'état et les performances des matériels et équipements, créer un historique de maintenance et proposer des actions,

Le rapport détaille pour chaque matériel ;

- Les interventions de maintenance préventive systématique,

Le rapport annuel fait état de la part du prestataire, en fonction des observations, des interventions, de l'état des matériels et de l'évolution de la réglementation / performance des matériels ou de la technologie :

- Les travaux éventuels de mise en conformité à réaliser et leur échéance
- Les travaux de réparation à réaliser et leur échéance
- Le renouvellement et/ou de modernisation de matériels et équipements

Le montant du rapport annuel est prévu dans le prix forfaitaire du marché.

RAPPORT D'INTERVENTION :

Chaque intervention de maintenance curative fait l'objet d'un rapport d'intervention décrivant la prestation de maintenance réalisée, le matériel ou équipement concerné. Les délais de remise du rapport d'intervention sont définis ci-avant

8.2 Intervention curatives

Les interventions curatives urgentes

Il s'agit des interventions sur un équipement ou plusieurs équipements qui doivent être effectuée dans un délai de moins de 24h et pour l'un des motifs suivants :

- La panne de l'équipement constitue un risque pour l'hygiène et/ou la sécurité du personnel, des apprenants ou bien du public.
- La panne de l'équipement ne permet pas le maintien ou la continuité d'un cours/d'un examen du centre de formation.

Pour ces interventions, le titulaire sera informé selon les modalités qu'il aura fixé dans son offre (appel téléphonique, courriel, plateforme etc..). EN tout état de cause la solution doit permettre une réponse et une intervention dans un délai de moins de 24h.

A ce titre le titulaire devra indiquer dans leur mémoire technique un numéro d'astreinte ou bien tout autre solution, permettant d'être disponible à minima de 8h à 18h 7jours/7.

Dans le cas où la réparation peut être faite immédiatement sur place, le pouvoir adjudicateur et le titulaire conviendront du prix pour les pièces de remplacement.

Les interventions curatives programmables

Il s'agit des interventions sur un équipement qui n'ont pas un caractère d'urgence tel que défini ci avant et qui peuvent faire l'objet d'une programmation. Ces interventions se feront sur la base de marchés subséquents. Les interventions curatives programmables peuvent concerner du matériel à réparer non urgent, la réparation d'un matériel après intervention curative urgente (cas où il y a juste eu une mise en sécurité et/ou bien une réparation précaire), une demande de diagnostic sur un ou plusieurs matériels ou bien encore l'installation d'un nouveau matériel.

Les interventions programmées seront rémunérées sur la base du taux horaire défini dans le BPU et du coût des pièces défini lors de la demande de devis. L'intervention se déroulera selon le protocole défini par le prestataire dans son offre et éventuellement complétée lors de la remise de son devis.

Les interventions seront rémunérées :

- Pour l'intervention et le diagnostics (déplacement compris) sur la base du taux horaire défini dans le BPU et le nombre d'heures d'intervention prévues par le titulaire lors de la remise de son offre
- Pour les pièces détachées, sur la base des prix proposés par le titulaire lors de la réponse au marchés subséquent (remise de devis).

A la survenance de chaque besoin d'intervention curative, à l'exception des interventions définies comme « urgente », le pouvoir adjudicateur enverra au titulaire une demande de marché subséquent (demande de devis) qui comprendra à minima les éléments suivants :

- L'objet du marché subséquent
- Les spécificités techniques de la mission et du/des matériels attendus ainsi que les exigences minimales, qui pourront faire l'objet d'une annexe technique.
- Les conditions de remise du devis.

L'absence de réponse à un marché subséquent par le titulaire devra faire l'objet d'une justification pour un motif légitime.

Est considéré comme un motif légitime :

- Absence temporaire de moyen humains et/ou matériel pour répondre au marché subséquent ou réaliser les prestations du marché subséquent
- Difficulté économique et/ou organisationnelle pour répondre au marché subséquent ou réaliser les prestations du marché subséquent (exemple : procédure de sauvegarde ou redressement judiciaire de l'entreprise).

Il est à noter qu'une absence de réponse à un marché subséquent sans motif légitime ou bien des absences répétées de réponse à un marché subséquent justifiées par un motif légitime pourront entraîner l'application des sanctions prévues dans le présent cahier des clauses administratives particulières. Enfin il est également précisé qu'est considéré comme une absence de réponse le caractère manifeste d'une réponse inappropriée, irrégulière, ou inacceptable ou bien une proposition qualitativement inférieure à l'offre indicative rendue lors de l'accord-cadre.

Le devis signé par le pouvoir adjudicateur vaudra marché subséquent.

8.3 Modification en cours d'exécution

Clause de réexamen :

Conformément à l'article R2194-1 du code de la commande publique, l'acheteur pourra réexaminer le marché dans les cas suivants :

- En cas de disparition d'un indice de révision des prix, le calcul s'effectuera sur l'indice de remplacement en utilisant le coefficient de raccordement nécessaire ; à défaut d'indice de remplacement unique, les parties utiliseront l'indice le plus proche sur proposition du titulaire du marché et après l'accord du pouvoir adjudicateur ou de son représentant.

Le changement d'indice sera acté par un certificat administratif, il produira son effet à la date d'introduction de la nouvelle série et pourra donc avoir un effet rétroactif pour le calcul de la révision de prix.

- A la suite d'une opération de restructuration ou de reprise du titulaire initial, à condition que cette cession n'entraîne pas d'autres modifications substantielles et ne soit pas effectuée dans le but de soustraire le marché public aux obligations de publicité et de mise en concurrence :

Le nouveau titulaire en informe immédiatement le pouvoir adjudicateur ou son représentant, en lui transmettant les justificatifs nécessaires de l'opération de restructuration (RIB, Kbis ou équivalent, Extrait de parution au journal officiel éventuel, PV de décision le cas échéant...), il doit remplir les conditions qui avaient été fixées par l'acheteur pour la participation à la procédure de passation du marché public initial.

La cession de marché sera actée par un certificat administratif, accompagné des justificatifs nécessaires.

- En cas de modification de la répartition financière entre les cotraitants du marché, à montant de marché constant (et sans ajout ou suppression de membre du groupement), la modification de la répartition entre les membres du groupement pourra être actée par voie d'Ordre de Service ou de Certificat administratif, accompagnée de la nouvelle répartition financière signée par tous les membres du groupement

- En cas de mise en œuvre de la clause de réexamen prévue par le CCAG du marché, les dispositions de la circulaire du 20 novembre 1974 relative à l'indemnisation des titulaires de marchés publics en cas d'accroissement imprévisible de leurs charges économiques seront prise en compte pour le calcul de la prise en charge du surcoût financier. Ce réexamen sera mis en œuvre par le biais d'un avenant.

- En cas de demande de versement de l'avance par un opérateur qui l'avait initialement refusée, un certificat administratif, auquel sera joint le courrier ou mail de l'opérateur la demandant, actera cette modification de l'article concerné dans l'acte d'engagement ou acte de sous-traitance concerné, afin d'en permettre le versement.

Le réexamen pourra être mis en œuvre pendant toute la durée du marché si les conditions précitées sont remplies.

Toute autre modification non prévue dans le présent article ou établie selon des éléments différents de ceux listés ci-dessus devra faire l'objet d'un avenant passé conformément aux dispositions des articles R2194-1-2 à R2194-9 du code de la commande publique

Modification du contrat pour ajout du matériel :

L'ajout de matériel par le pouvoir adjudicateur se fera par l'intermédiaire d'un ordre de service notifié au titulaire. L'ordre de service aura pour objet d'informer le titulaire de l'ajout d'un ou plusieurs matériels. L'ordre de service indiquera également le cout forfaitaire de maintenance préventive annuel (fixé préalablement avec le titulaire) ainsi que le nombre de visite pour ce dernier. L'ordre de service sera systématiquement accompagné des informations suivantes :

- Fiche technique du matériel
- Nom de l'entreprise ayant procédé à l'installation de ce dernier
- Durée de garantie

Le titulaire devra prendre en compte le nouveau matériel dans l'exécution de leur prestation.

L'ensemble des ordres de services ayant pour objet l'ajout de nouveau matériel feront l'objet d'une intégration par avenant au plus tard trois mois avant la date anniversaire du contrat.

9 - Développement durable

Il n'est prévu aucune obligation environnementale dans l'exécution de l'accord-cadre.

10 - Pénalité et Résiliation du contrat

10.1 - Pénalités

Par dérogation à l'article 14.1 le titulaire n'est pas exonéré des pénalités dont le montant total ne dépasse pas 1 000 € pour l'ensemble du marché. Le montant total des pénalités de retard est plafonné à 10% conformément au CCAG FCS.

Cette pénalité s'applique aux délais intermédiaires définis dans le cahier des charges.

Le titulaire dispose d'un délai de 15 jours pour faire part à l'acheteur de ses observations et justifications. A défaut de réponse du titulaire dans ce délai ou si l'acheteur considère que les observations formulées par le titulaire ne permettent pas de démontrer que le retard n'est pas imputable à celui-ci ou à ses sous-traitants, les pénalités pour retard s'appliquent et sont calculées à compter du lendemain du jour où le délai contractuel d'exécution des prestations est expiré.

Par dérogation aux dispositions de l'article 14.1 du CCAG-FCS, le montant des pénalités est le suivant :

Manquements	Montant de la pénalité
Non-respect du planning fixé dans le cadre de la maintenance préventive	100 € par jour ouvré de retard
Non-respect des délais d'interventions dans le cadre de la maintenance curative d'urgence	50€ par heure de retard
Non-respect des délais d'interventions dans le cadre de la maintenance curative programmée	50 € par jour ouvré de retard
Non transmission d'un document dans le cadre de l'exécution des prestations (rapport d'intervention, rapport annuel)	200€ forfaitaire par rapport
Non remise en état des lieux après la mise en service des prestations.	200€ par manquement constatée

En outre en cas de manquement répété et signifiés au titulaire, le pouvoir adjudicateur se réserve la possibilité de faire exécuter par un tiers les prestations aux frais et risques du titulaire dans les conditions fixées à l'article 45 du CCAG-FCS.

10.2 - Conditions de résiliation de l'accord-cadre

En cas de résiliation de l'accord-cadre pour motif d'intérêt général par le pouvoir adjudicateur, le titulaire ne percevra aucune indemnisation.

10.3 - Redressement ou liquidation judiciaire

Le jugement instituant le redressement ou la liquidation judiciaire est notifié immédiatement au pouvoir adjudicateur par le titulaire de l'accord-cadre. Il en va de même de tout jugement ou décision susceptible d'avoir un effet sur l'exécution de l'accord-cadre.

Le pouvoir adjudicateur adresse à l'administrateur ou au liquidateur une mise en demeure lui demandant s'il entend exiger l'exécution de l'accord-cadre. En cas de redressement judiciaire, cette mise en demeure est adressée au titulaire dans le cas d'une procédure simplifiée sans administrateur si, en application de l'article L627-2 du Code de commerce, le juge commissaire a expressément autorisé celui-ci à exercer la faculté ouverte à l'article L622-13 du Code de commerce.

En cas de réponse négative ou de l'absence de réponse dans le délai d'un mois à compter de l'envoi de la mise en demeure, la résiliation de l'accord-cadre est prononcée. Ce délai d'un mois peut être prolongé ou raccourci si, avant l'expiration dudit délai, le juge commissaire a accordé à l'administrateur ou au liquidateur une prolongation, ou lui a imparti un délai plus court.

La résiliation prend effet à la date de décision de l'administrateur, du liquidateur ou du titulaire de renoncer à poursuivre l'exécution de l'accord-cadre, ou à l'expiration du délai d'un mois ci-dessus. Elle n'ouvre droit, pour le titulaire, à aucune indemnité.

11 - Règlement des litiges et langues

En cas de litige, seul le Tribunal Administratif de Bordeaux est compétent en la matière.

Tous les documents, inscriptions sur matériel, correspondances, demandes de paiement ou modes d'emploi doivent être entièrement rédigés en langue française ou accompagnés d'une traduction en français, certifiée conforme à l'original par un traducteur assermenté.

12 - Dérogations

- L'article 9 du CCAP déroge à l'article 16.2 du CCAG - Fournitures Courantes et Services 2021
- L'article 10.1 du CCAP déroge à l'article 42 du CCAG - Fournitures Courantes et Services 2021
- L'article 4.1 du CCAP déroge à l'article 14.1 du CCAG - Fournitures Courantes et Services 2021